



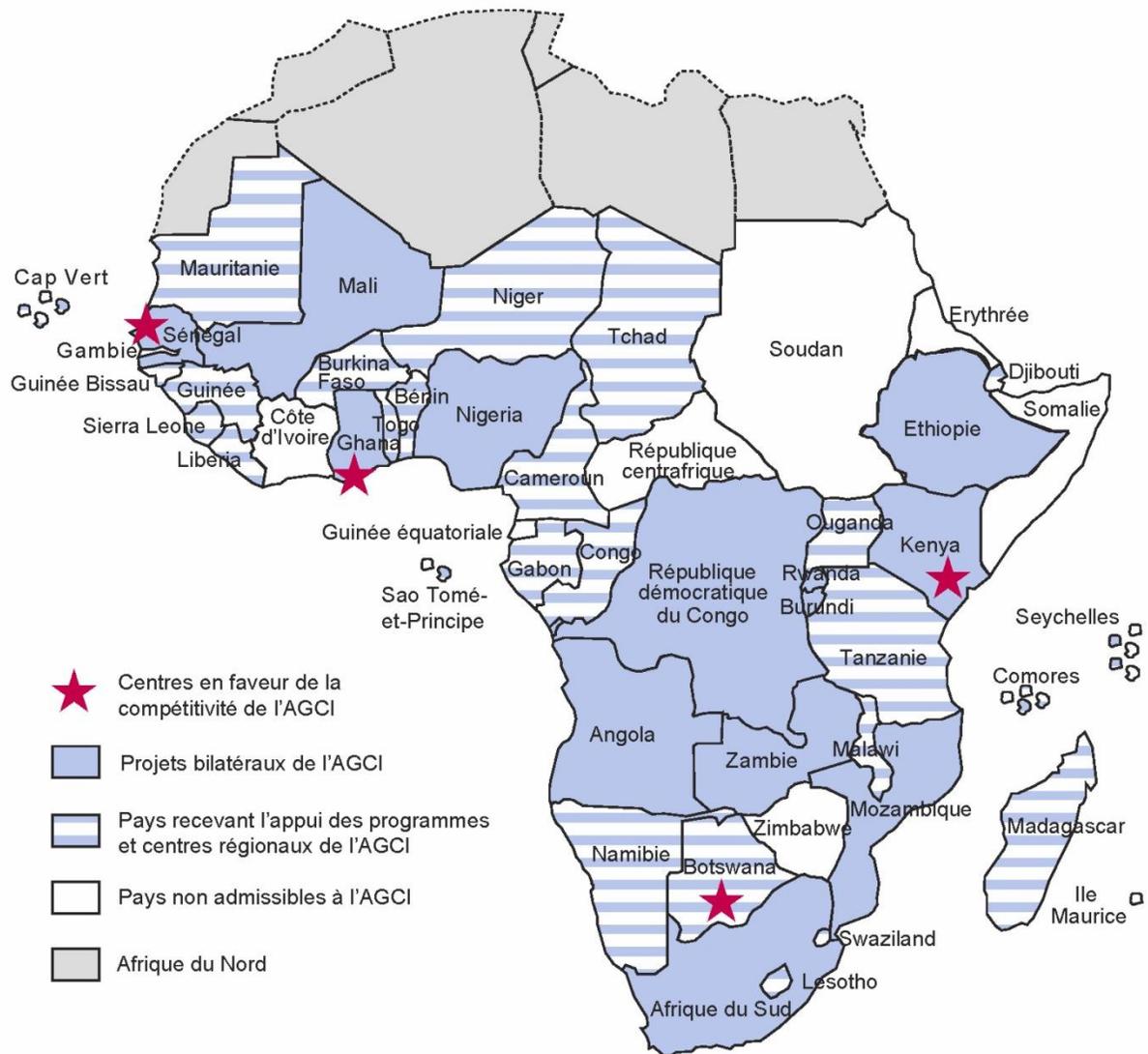
USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ AFRICAINES EN 2007

INITIATIVE EN FAVEUR DE LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE AFRICAINE



PAYS ADMISSIBLES À L'AGOA, 2007



JULY 2008

The translation of "**Africa's Growth and Competitiveness in 2007**" was produced for review by the United States Agency for International Development. The French translation was prepared by SEGURA-IP3 Partners, LLC.

Photo de Couverture: Les commandes pour des articles de base, comme des tee-shirts, ont eu pour effet une augmentation des possibilités d'emploi à Hippo Knitting après que USAID a sponsorisé l'entreprise basée à Maseru pour qu'elle participe au Salon Commercial Mondial « Material World » à New York.

Photo: Centre de l'Afrique australe, Botswana

MESSAGE DE MADAME L'ADMINISTRATRICE HENRIETTA FORE



Henrietta H. Fore,
Directrice, Aide étrangère des
États-Unis, Agence Américaine
pour le Développement
International

L'année passée s'est révélée passionnante pour la compétitivité commerciale et la croissance économique en Afrique. L'exercice 2007 a enregistré des progrès significatifs en matière d'amélioration de l'environnement commercial dans les pays africains, d'aide aux entrepreneurs africains pour la réalisation de leur potentiel sur la scène internationale, d'amélioration de l'accès au financement et de la maîtrise des contraintes au niveau des infrastructures. L'initiative AGCI (African Global Competitiveness Initiative) en faveur de la compétitivité globale en Afrique a joué un rôle central dans l'accomplissement de ces progrès.

L'AGCI appuie l'African Growth and Opportunity Act (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique) ou AGOA en apportant une assistance technique qui aide les pays africains à mieux tirer parti des possibilités offertes par le libre-échange. Travaillant en partenariat avec les communautés économiques régionales, les gouvernements et le secteur privé, les programmes de l'AGCI ont encouragé la créativité des Africains et ont dynamisé leurs efforts afin qu'ils puissent résoudre leurs propres problèmes et construire les bases d'un futur meilleur. Ainsi, l'AGCI est un pivot de la

démarche du gouvernement américain pour le développement économique en Afrique parce qu'elle donne aux Africains les outils dont ils ont besoin pour améliorer la croissance économique par la mise en place de marchés internationalement concurrentiels. Améliorer la compétitivité à l'exportation des entreprises et des gouvernements de l'Afrique sub-saharienne est essentiel à la création d'emplois, à l'expansion de la croissance économique et à une réduction de la pauvreté.

Les objectifs de l'AGCI demeurent tout aussi importants et vitaux aujourd'hui que le jour de leur première annonce par le Président Bush en 2005. Le manque de possibilités économiques que nous constatons demeure inacceptable. La moitié des êtres humains de la planète vivent avec moins de 2 dollars par jour. Mais nous connaissons la solution : Lorsqu'un pays adopte le libre-échange, gouverne équitablement et investit dans son peuple, il crée sa propre prospérité. Et lorsque ce pays forme des partenariats public-privé afin de résoudre les problèmes communs, il crée des solutions durables aux défis quotidiens. En effet, il assure ainsi le soutien à la gouvernance économique et le paiement des services gouvernementaux essentiels tels que l'eau, l'éducation et les soins de santé. En particulier, les petites et moyennes entreprises (PME) créent des emplois et sont le moteur de la croissance économique. C'est à travers elles—avec l'appui d'amis tels que l'Agence américaine pour le Développement International (USAID)—que la prospérité africaine ainsi qu'un futur meilleur seront assurés.

Le gouvernement américain continue à être un partenaire puissant de l'Afrique dans l'arène du commerce extérieur et de l'investissement et nous tenons à notre collaboration avec l'Union Africaine, les communautés économiques régionales, les responsables gouvernementaux, et les Africains, hommes et femmes, qui travaillent à la création d'opportunités économiques pour eux-mêmes et les générations à venir. En tant que plus grand bailleur mondial d'aide à l'étranger, les États-Unis se sont totalement engagés à aider la prospérité et le futur de l'Afrique.

ACRONYMES

AGCI	Initiative en faveur de la compétitivité globale africaine (African Global Competitiveness Initiative)
AGOA	African Growth and Opportunity Act (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique)
AVOIR	African Virtual Open Initiatives and Resources (Initiative Virtuelle Africaine Ouverte et les Ressources)
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CTA	Confederation of Mozambican Business Associations (Confédération des associations commerciales du Mozambique)
DFID	Department for International Development of the United Kingdom (Département pour le développement international du Royaume-Uni)
DOC	Department of Commerce (Département du Commerce des États-Unis)
ECA	Centre en faveur de la compétitivité globale de l'Afrique de l'Est et du Centre
FDIC	Federal Deposit Insurance Corporation
FINA	USAID/EGAT FinA software Product Support Project (Projet de soutien au produit logiciel FinA de l'USAID/EGAT)
FSP	Programme de services financiers
G8	Le Groupe des huit
HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques
IEHA	Initiative to End Hunger in Africa (Initiative pour stopper la faim en Afrique)
IPR	Droit à la propriété intellectuelle
KHDP	Kenya Horticultural Development Program (Programme de développement du secteur horticole au Kenya)
MATEP	Market Access Trade and Enabling Policies Project (Projet de politiques d'accès aux marchés et d'habilitation)
PEAC	Pool Énergétique de l'Afrique Centrale
PEOA	Pool Énergétique de l'Afrique de l'Ouest
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNB	Produit National Brut
PROFIT	Programme de production, financement et technologie
RADDEX	Revenue Authorities Digital Data Exchange (electronic customs interface) (échange de données numériques de l'administration fiscale - interface douanière électronique)
RATES	Regional Agricultural Trade Expansion Support (Soutien au commerce agricole et à l'expansion agricole régionaux)
REFORMS	Restructured Economic Framework for Openness, Reform and Macroeconomic Stability (cadre économique restructuré pour l'ouverture, la réforme et la stabilité macroéconomique)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de Développement d'Afrique australe)
SAGIC	Programme de soutien pour une croissance accélérée et une compétitivité accrue (Support for Accelerated Growth and Increased Competitiveness)
SAIBL	South African International Business Linkages Program (Programme Sud-africain de jumelages d'entreprises internationales)
SEC	U.S. Securities and Exchange Commission
SPS	sanitaire et phytosanitaire
TDA	Agence Américaine pour le Commerce et le Développement
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TIPCEE	Trade and Investment Program for a Competitive Export Economy (Programme d'échanges et d'investissements pour une économie d'exportation compétitive)
TIPMOZ	Programme pour le commerce et l'investissement au Mozambique
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
USG	Gouvernement des États-Unis
WTO	World Trade Organization

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Message de Madame l'administratrice Henrietta Fore	i
Acronymes	ii
À propos de cette brochure	iv
Présentation de l'AGCI	1
Mise en œuvre de l'AGCI	2
Environnement propice	2
<i>Activités et résultats des missions régionales et des centres.....</i>	<i>3</i>
<i>Activités et résultats de missions bilatérales choisies</i>	<i>4</i>
<i>Activités et résultats des partenaires gouvernementaux américains.....</i>	<i>5</i>
Développement des entreprises	6
<i>Activités et résultats des missions régionales et des centres.....</i>	<i>6</i>
<i>Activités et résultats de missions bilatérales choisies</i>	<i>8</i>
Accès au financement	8
<i>Activités et résultats de l'USAID/WASHINGTON</i>	<i>9</i>
<i>Activités et résultats de missions bilatérales choisies</i>	<i>10</i>
Infrastructure	10
<i>Activités et résultats de l'USAID/WASHINGTON</i>	<i>10</i>
<i>Activités et résultats des missions régionales et des centres.....</i>	<i>12</i>
Conclusion.....	13

À PROPOS DE CETTE BROCHURE

La présente brochure résume les accomplissements de l'Initiative en faveur de la compétitivité globale en Afrique (AGCI) réalisés au cours de l'exercice fiscal 2007, en présentant des exemples provenant des principaux partenaires de mise en œuvre. Organisé suivant les quatre composantes de l'AGCI—réformes politiques pour un environnement propice, développement des entreprises, finance, et infrastructure—ce rapport fait la revue annuelle des programmes en faveur de la compétitivité commerciale en Afrique subsaharienne de l'USAID. Il fournit des exemples des activités entreprises et des résultats accomplis.

L'AGCI a une très large portée ; les effets de ses activités de financement se sont fait sentir dans chacun des 40 pays admissibles aux échanges commerciaux dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA - Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique). Compte tenu de l'étendue de l'AGCI, ce rapport ne peut citer toutes les activités dans tous les pays, et par nécessité ne fait référence qu'à certaines. Aussi se limite-t-il à détailler les principales activités et les principaux accomplissements pour chacune des quatre composantes de l'AGCI et à décrire comment les quatre types d'organisations qui mettent en œuvre les programmes de l'AGCI—USAID/Washington, missions régionales de l'USAID, missions bilatérales de l'USAID et les services partenaires du gouvernement américain (USG)— progressent vers les objectifs ultimes et universels de l'AGCI.

L'AGCI a eu des réussites dans une grande gamme de pays africains. Dans ce rapport, nous mettons l'accent sur des exemples de trois des programmes bilatéraux de l'AGCI dans des pays très différents, afin d'illustrer le type de travail entrepris et les résultats obtenus :

- **Éthiopie**, qui possède des programmes de réforme politique en faveur d'un environnement propice et de développement des entreprises
- **Mozambique**, qui utilise un financement de l'AGCI pour des programmes de développement d'un environnement propice et des programmes de financement
- **Sénégal**, qui se concentre sur le développement d'un environnement propice et des entreprises

PRÉSENTATION DE L'AGCI

« Ceci est un moment d'espoir dans l'histoire de l'Afrique. Les gouvernements de nombreux pays africains sont en pleine transformation. De nombreuses économies africaines sont pleines de vitalité et en pleine croissance...L'Afrique est un continent plein de talents, de promesses et de possibilités—ensemble, nous aiderons les peuples africains à réaliser le splendide futur qu'ils méritent. »

– Président George W. Bush, Discours de lancement de l'AGCI

L'initiative AGCI en faveur de la compétitivité globale africaine (African Global Competitiveness Initiative), lancée par le Président George W. Bush le 18 juillet 2005 lors du quatrième forum de l'AGOA à Dakar au Sénégal, constitue une importante partie de la contribution de l'USAID au développement économique de l'Afrique subsaharienne. À l'appui de l'AGOA—la législation relative au commerce qui assure l'accès au marché américain à plus de 6000 produits provenant de 40 pays africains subsahariens admissibles—l'AGCI fournit tout une gamme de services d'assistance technique aidant les pays africains à améliorer leur compétitivité commerciale, et ce faisant à accroître leur capacité à tirer parti des possibilités offertes par le libre-échange. À ce titre, l'AGCI offre en fonction de la demande un appui pour remédier aux principales contraintes s'opposant à un commerce élargi : amélioration de la capacité des gouvernements à formuler et mettre en œuvre des politiques favorables au commerce, assistance aux entreprises africaines afin de les aider à devenir plus concurrentielles, augmentation de l'accès au financement et réduction des coûts résultant d'infrastructures inadéquates.

Avec un financement de 200 millions de dollars sur cinq ans, l'objectif final de l'AGCI est de créer des emplois et de promouvoir la croissance économique afin de réduire la pauvreté. L'amélioration de la compétitivité à l'exportation des entreprises et des gouvernements de l'Afrique subsaharienne est essentielle à la réalisation de cet objectif ultime. Les activités de l'AGCI sont organisées en quatre composantes, chacune incluant un objectif de performance de fin de projet :

- **Environnement propice.** Amélioration de l'environnement propice aux affaires et accroissement des exportations au moyen de : Réduction du temps et du coût de mise en place d'une entreprise et du temps et du coût nécessaire au respect des réglementations commerciales ; réduction du temps et du coût du commerce régional ; respect accru des droits à la propriété intellectuelle ; accroissement de la capacité de l'Afrique subsaharienne à adopter les normes internationales sanitaires, phytosanitaires et de sécurité sanitaire des aliments.
- **Développement des entreprises.** Renforcer les connaissances et les compétences du secteur privé africain afin de tirer parti des possibilités de marché et d'accroître les exportations de produits non pétroliers de 500 millions de dollars.
- **Finance.** Augmenter l'accès au financement à des fins de commerce et d'investissement jusqu'à représenter 1 pourcent du produit national brut (PNB) dans six pays.
- **Infrastructure.** Faciliter des investissements se chiffrant au moins à 1 milliard de dollars dans les infrastructures.

MISE EN OEUVRE DE L'AGCI

En générant des obligations pour un montant de 35 millions de dollars pendant l'exercice 2007, l'AGCI a eu de vastes effets à travers toute l'Afrique subsaharienne. L'AGCI est mise en œuvre par quatre types d'entités : L'USAID/Washington, les missions régionales de l'USAID, les missions bilatérales de l'USAID et les autres services partenaires de l'USG. La direction de la stratégie pour les composantes de développement d'un environnement propice et des entreprises repose sur les missions régionales et bilatérales de l'USAID et les services gouvernementaux partenaires, tandis que l'USAID/Washington joue un rôle directeur pour les composantes finance et infrastructure. Les fonds sont majoritairement destinés à être utilisés par les trois missions régionales qui soutiennent les centres africains en faveur de la compétitivité globale au **Botswana**, au **Ghana**, au **Kenya** et au **Sénégal**, ainsi que des programmes bilatéraux dans 13 pays, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Activités des partenaires bilatéraux de la composante de l'AGCI

Pays : Projet	Environnement propice	Développement des entreprises	Finance	Infrastructure
Angola : FSP (Services financiers)			✓	
Burundi : Industrie agroalimentaire	✓	✓		
Congo RD : CAPP				✓
Éthiopie : AGOA+	✓	✓		
Éthiopie : OMC	✓			
Ghana : TIPCEE	✓	✓		✓
Kenya : Horticulture	✓	✓		
Mali : Initiative EG	✓	✓	✓	
Mozambique : TIPMOZ	✓	✓	✓	✓
Mozambique : CTA	✓			
Nigéria : REFORMS			✓	
Rwanda : FinA			✓	
Sénégal : SAGIC	✓	✓	✓	✓
Afrique du Sud : FSP (Services financiers)			✓	
Afrique du Sud : SAIBL		✓		
Zambie : MATEP		✓		
Zambie : PROFIT		✓	✓	

Source : Rapports de missions

En rendant les entreprises de l'Afrique subsaharienne plus concurrentielles sur le marché international, le travail de l'AGCI complète les autres programmes de l'USAID et amplifie les accomplissements de l'USG en matière d'expansion de la croissance économique et de la prospérité en Afrique. Par exemple, l'AGCI est active dans les huit pays de mise en œuvre bilatérale de l'initiative présidentielle pour stopper la faim en Afrique (IEHA) : Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda et Zambie. Les efforts combinés de l'IEHA et de l'AGCI ont engendré une augmentation massive du commerce agricole, les exportations par les pays participants atteignant plus d'1 milliard de dollars pour l'exercice 2007. Le coton, les produits maraîchers, le café, la noix de cajou, le paprika et l'ananas comptent parmi les principaux produits exportés vers les marchés internationaux.

ENVIRONNEMENT PROPICE

Les principaux agents de mise en œuvre des activités de l'AGCI de développement d'un environnement propice sont les missions régionales et leurs centres en faveur de la compétitivité globale, les missions bilatérales et les

partenaires gouvernementaux américains à l'USDA (Département de l'Agriculture) et au DOC (Département du Commerce).

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES MISSIONS RÉGIONALES ET DES CENTRES

Pour l'année fiscale 2007, les centres AGCI en faveur de la compétitivité globale en Afrique ont réduit le coût et le temps requis par le commerce régional en simplifiant et rationalisant la paperasserie et les procédures bureaucratiques, en améliorant l'efficacité au sein des services douaniers et en réduisant la corruption. Les réussites comprennent l'harmonisation des normes et des procédures douanières pour le commerce intra-africain, la mise en œuvre de réformes légales réglementaires et institutionnelles liées au transport le long des couloirs commerciaux régionaux dans 15 pays, et un accroissement de la valeur du commerce intra-africain. Des exemples de ce travail dans chaque centre sont indiqués dans le cadre ci-dessous.

AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT PROPICE AU COMMERCE

S'étant engagé à soutenir l'idée que des transports efficaces entraînent plus d'échanges commerciaux, les **centres de l'Afrique de l'Ouest** travaillent avec la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les associations locales et les individus à documenter la corruption dans les principaux couloirs de transport. Sur la base de cette information la CEDEAO et l'UEMOA en collaboration avec le centre ont publié des rapports identifiant les points de contrôle et quantifiant les pots de vin et les retards le long des trois principaux couloirs routiers. « Nous envoyons ces rapports aux ministres et nous savons qu'ils sont lus, » a dit Augustin Karanga, un expert des transports à l'UEMOA. « Les ministres des transports nous appellent pour obtenir les plus récentes données. Ils sentent la pression pour mettre fin à la corruption sur la route. » En novembre 2007, six pays ont signé la déclaration d'Ouagadougou contre la corruption sur les routes et les chauffeurs signalent que la police au Mali a récemment commencé à éliminer quelques points de contrôles notoires.

Avec l'assistance du **centre de l'Afrique de l'Est**, les administrations fiscales de l'Ouganda et du Kenya se sont impliquées dans un projet qui transformera le principal couloir commercial entre les deux pays. Ce projet permettra le transfert électronique de l'information concernant les marchandises déclarées depuis le point de départ jusqu'aux points tout au long du couloir de sorte que les agents des douanes puissent faire le nécessaire pour les vérifier et les faire passer. « L'idée est de tout faire d'un seul côté de la frontière, » a déclaré Michael Smith, le conseiller du centre. « Nous devons gérer le flot d'informations provenant des déclarations de douane pour pouvoir finalement réduire le coût des marchandises et accroître la compétitivité est-africaine ». Octobre 2007 a vu le lancement de l'interface électronique douanière sous le nom de RADDEx. Cet échange des données diminue considérablement le temps de dédouanement et le temps total du transport, un acquis précieux non seulement pour le Kenya et l'Ouganda, mais aussi pour l'ensemble de la région du fait d'un accroissement des bénéfices pour le secteur privé comme pour les administrations fiscales.

Pour l'exercice 2007, le **centre de l'Afrique australe** a continué son soutien à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en favorisant l'harmonisation et l'intégration régionales afin de capter des économies d'échelle. Le Protocole relatif au commerce de la SADC détaille une phase de réduction progressive des tarifs devant aboutir en janvier 2008 à la création d'une zone de libre-échange conforme aux normes de l'OMC. Pour l'exercice 2007, le centre a évalué le statut de la mise en œuvre du Protocole relatif au commerce. Répondant directement à la première présentation des résultats en juillet 2007, trois des quatre états membres qui s'étaient avérés être en retard ont observé les réductions de tarifs à temps pour la rencontre au sommet d'août. Le centre répond actuellement aux demandes d'assistance technique émanant des pays afin de les aider à respecter leurs obligations finales pour la fin 2008. La réussite des efforts du centre en vue de faciliter l'harmonisation et la libéralisation des règles commerciales et de réduire les coûts de transaction contribueront à accomplir les objectifs clés de la SADC : une zone de libre-échange en 2008, une union douanière en 2012 et un marché commun en 2015.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE MISSIONS BILATÉRALES CHOISIES

À l'appui de la décision du **gouvernement éthiopien** de continuer la procédure d'accèsion à l'Organisation Mondiale du Commerce, l'AGCI a récemment terminé la phase I du programme d'accèsion de l'Éthiopie à l'OMC, qui consistait à s'associer au gouvernement tout au long du processus rigoureux de réformes légales, réglementaires et institutionnelles, qui était requis. La soumission par l'Éthiopie du Mémorandum sur le Régime du Commerce extérieur—un document essentiel qui établit les actions majeures requises de l'Éthiopie pour joindre l'OMC—est un accomplissement majeur du Programme d'accèsion à l'OMC de l'exercice 2007.

Avec le soutien du Président Armando Guebuza, qui endosse l'objectif de faire du **Mozambique** le pays de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) avec le plus haut rang pour les indicateurs Faire des Affaires (Doing Business) de la Banque Mondiale en 2015, l'USAID a réalisé d'énormes progrès en terme d'amélioration de l'environnement propice au commerce et aux investissements. L'AGCI à travers son aide au programme pour le commerce et l'investissement au Mozambique et à la Confédération of Mozambican Business Associations (CTA - Confédération des associations commerciales du Mozambique) s'est avérée être la source primaire des contributions aux trois domaines où des progrès importants ont été réalisés : la préparation d'une nouvelle loi, plus souple du travail, une réduction remarquable du nombre de jours nécessaires pour démarrer une entreprise et un délai beaucoup plus court à l'exportation.

Réformes accomplies en faveur d'un environnement propice au Mozambique durant l'exercice 2007

	Délai pour exporter (jours)	Facilité pour démarrer une entreprise (rang)	Nombre de jours pour démarrer une entreprise	Faire des affaires (rang global)
2007	40	157	113	140
2008	27	125	29	134

Source : World Bank, Faire des affaires 2008

À l'appui de l'engagement du **Sénégal** à parvenir à des taux de croissance économique durable de 7,5 pourcent par an, les fonds de l'AGCI ont également servi à des réformes politiques visant à promouvoir l'amélioration de l'environnement des affaires. L'USAID/Sénégal dirige un Groupe de travail du secteur privé qui partage l'information et les leçons acquises, explore de nouvelles possibilités de collaboration et maintient avec le gouvernement du Sénégal un dialogue politique cohérent concernant l'amélioration de l'environnement propice. Par l'intermédiaire de ce groupe et d'une assistance technique ciblée, le projet de soutien à une croissance accélérée et une compétitivité accrue (Support for Accelerated Growth and Increased Competitiveness - SAGIC) du Sénégal a soutenu plusieurs réformes politiques importantes et a amélioré l'environnement propice. Les résultats pour l'exercice 2007 comprennent :

- Le temps requis pour démarrer une entreprise a été réduit de 58 jours à deux jours ;
- Le nombre de procédures de démarrage d'une entreprise a été réduit de dix à sept ;
- Le coût de démarrage d'une entreprise, exprimé en pourcentage du revenu par tête, a diminué de 20 pourcent ; et
- Plus de 400 nouvelles entreprises se sont inscrites avec ces nouvelles procédures.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX AMÉRICAINS

L'USAID appelle d'autres services gouvernementaux à jouer un rôle important dans la mise en œuvre des efforts de l'AGCI en matière de réformes politiques pour un environnement propice. Des exemples de cette mise en œuvre interservices comprennent les efforts du Département de l'Agriculture des États-Unis à perfectionner les systèmes sanitaires et phytosanitaires (SPS) et ceux du Département du Commerce à améliorer le respect du droit à la propriété intellectuelle et des réglementations.

L'USAID et l'USDA ont lancé le **programme de renforcement des capacités SPS de l'AGOA** dans le cadre de l'AGCI afin de renforcer les systèmes SPS des pays africains. Ce programme a pour objet d'améliorer les systèmes de santé des animaux et des plantes ainsi que les systèmes de sécurité sanitaire des aliments afin d'accroître le nombre des produits africains conformes aux normes d'importation américaines et d'augmenter les exportations africaines vers les États-Unis. Ce programme se focalise sur l'amélioration du régime réglementaire et politique relatif aux exportations agricoles et sur le renforcement des capacités institutionnelles. Au cours de l'exercice 2007, producteurs agricoles et organismes de régulation ont reçu une assistance dans 15 pays.

Le programme fournit une assistance aux exportateurs, les aidant à respecter les procédures de certification à l'exportation pour leurs produits, des conseils au niveau national relatifs au perfectionnement du contrôle qualité, un renforcement des capacités intergouvernementales visant l'adoption de normes améliorées, et une formation à l'inspection technique et à l'assurance de la qualité. La majorité des efforts de renforcement des capacités ont des résultats à long terme ; les étapes importantes accomplies pendant l'exercice 2007 comprennent :

- Six denrées de base de trois pays ont été les premières à passer le processus simplifié et rationalisé d'approbation à l'exportation de l'USDA, et ont ainsi préparé la voie à un accroissement des exportations vers le marché américain ;
- Les experts de l'USDA financés par l'AGCI ont aidé les pays à introduire de nouveaux produits sur le marché américain. Notamment, ces experts ont donné des conseils relatifs aux mesures à prendre pour permettre l'exportation de viande de Namibie vers les États-Unis, aidé à améliorer le contrôle des déprédateurs et l'emballage au Sénégal, et évalué les options pour les procédures d'emmagasinage au champ et en grenier, ainsi que l'utilisation potentielle de l'irradiation au Kenya ;
- Sous les conseils de l'USDA, trois pays africains ont signé la convention internationale pour la protection des végétaux, améliorant ainsi la conformité aux normes phytosanitaires internationales. Les chimistes de plusieurs pays ont perfectionné leurs compétences en analyse des résidus en suivant une formation en laboratoire développée par l'USDA et testée par l'U.S. Food and Drug Administration ; et
- Le programme a assuré de nombreuses formations pendant l'exercice 2007. Une session de formation en trois parties a formé les responsables gouvernementaux ouest-africains et des entreprises prêtes à exporter de six pays à l'analyse des risques et la maîtrise des points critiques (Hazard Analysis and Critical Control Point - HACCP), un régime international de gestion de la sécurité sanitaire des aliments. À la suite de cette formation, 10 entreprises ont commencé à mettre en œuvre des programmes HACCP complets comme exigé pour augmenter leur capacité d'exportation. La formation a aussi permis à sept participants du programme d'échange de membres du corps professoral phytosanitaire africain de revaloriser leurs connaissances techniques dans leurs domaines de spécialisation. Avec l'appui de l'AGCI, les organismes de régulation de cinq pays ont participé à une formation intensive de 14 jours dans le cadre de l'International Plant Diagnostic Network (Réseau international de phytodiagnostic) au diagnostic des maladies des plantes.

Un des plus récents programmes de l'AGCI est le **programme relatif aux droits à la propriété intellectuelle (IPR)**, géré par le DOC. L'objectif de ce programme est d'aider les pays à mieux respecter les règles et réglementations internationales relatives à l'IPR de sorte qu'ils puissent diversifier leurs économies et profiter des préférences de l'AGOA en matière d'exportations vers les États-Unis. Ce programme repose sur un soutien envers des transformations légales et réglementaires ainsi que sur l'engagement d'un dialogue privé-public pour renforcer le respect des réglementations IPR. Les activités et les résultats pour l'exercice 2007 comprennent :

- Aide à la rédaction d'une nouvelle législation relative aux marques de commerce au Nigeria qui réduit les violations au droit à la propriété en faisant respecter les lois de marques de commerce et de marques de service grâce à des sanctions pénales ;
- Développement d'un manuel d'IPR de base avec un volet formation à adapter à ses besoins propres par chaque pays individuel ; et
- Évaluation des barrières s'opposant au respect du droit à la propriété intellectuelle au Ghana, Mali et Nigeria.

DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Les missions régionales à travers leurs centres et plusieurs missions bilatérales mettent en œuvre la composante de développement des entreprises de l'AGCI. Augmenter les volumes exportés et la qualité des produits est primordial. Un récapitulatif instantané des résultats des missions régionales et de leurs centres en faveur de la compétitivité globale ainsi que de missions bilatérales choisies est présenté ci-dessous. Durant l'exercice 2007, les exportations de l'AGOA se sont accrues de 35 millions de dollars suite à l'assistance de l'AGCI fournie par les quatre centres et les trois missions bilatérales notés dans ce rapport.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES MISSIONS RÉGIONALES ET DES CENTRES

Pendant l'exercice 2007, les centres ont continué à accroître le commerce entre l'Afrique et les États-Unis en aidant les entreprises africaines à améliorer leur compétitivité à l'exportation. Les centres ont facilité la réalisation de 24,9 millions de dollars en nouvelles exportations AGOA en fournissant une assistance technique afin d'accroître la capacité et la qualité des entreprises africaines, d'améliorer l'efficacité des chaînes de valeur et de parrainer la participation des entreprises prêtes à l'exportation aux grandes foires commerciales internationales et aux rencontres interentreprises aux États-Unis et en Afrique. L'assistance technique des centres offerte à l'appui de cet accomplissement a pris des formes différentes selon plusieurs entreprises :

- Aide aux acheteurs et aux vendeurs afin d'établir plus de 1800 nouveaux contacts commerciaux ;
- Parrainage de la participation de douzaines d'entreprises africaines aux foires commerciales majeures des États-Unis ; Le Pavillon Afrique a gagné le prix du meilleur exposant "Best in Show" au salon de l'habillement et des textiles MAGIC et le prix de la meilleure conception de stand "Best Stand Design" au salon mondial des fleurs ;
- Formation spécialisée et assistance informationnelle à plus de 2200 individus et entreprises sur le développement de produits et la qualité, la logistique des exportations, l'exportation aux États-Unis et les exigences commerciales dans le cadre de l'AGOA ; et
- Facilitation de la création de milliers de nouveaux emplois, en majorité féminins, la plupart de ces femmes entrant dans le secteur officiel de l'emploi pour la première fois.

Le cadre suivant met en relief des réussites individuelles accomplies par les centres dans le domaine du développement des entreprises.

SUCCES DANS LE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES

Suite à la participation du Kenya au salon mondial des fleurs à Miami grâce au soutien du centre de l'Afrique de l'Est et du Centre, le pays a commencé à vendre de larges quantités de fleurs aux États-Unis, le marché mondial le plus important après l'Union européenne. Grâce au soutien du centre, des entreprises du Burundi, de l'Éthiopie et de Tanzanie ont également pu établir de nouveaux contacts et négocier des marchés avec les importateurs de fleurs américains. L'entrée directe des fleurs du Kenya dans le marché américain est survenue juste quelques mois après que le service de l'inspection sanitaire des animaux et des plantes de l'USDA a certifié le maïs nain, les petites carottes et les petits pois écosés kenyans pour la vente aux États-Unis. Au total, dix nouveaux produits kenyans devraient arriver sur le marché américain en 2008.

Les sacs à main en tissu *bogolan*, fabriqués par les artisans maliens font partie de la ligne (PRODUCT) RED™ lancée en avril par Hallmark en vente dans plus de 3000 de ses magasins Gold Crown à travers les États-Unis. Le centre ouest-africain a aidé deux producteurs maliens à remplir l'une des plus larges commandes jamais placée au Mali, avec 500 tailleurs et teinturiers créant des sacs à mains tout en gagnant deux à trois fois le salaire minimum national. Le simple volume de la commande—comprenant des sacs à mains et des rangées de perles pour les cartes de vœux, expédiés toutes les semaines—en fait l'une des plus importantes vente d'artisanat jamais réalisée au Mali.

Toutefois cette commande est exceptionnelle pour d'autres raisons. C'était la première exportation du Mali expédiée dans le cadre d'une provision de l'AGOA visant LES textiles produits manuellement et la première fois que Hallmark faisait des affaires en Afrique. « Sans l'assistance technique et le soutien sur place, ce projet n'aurait jamais été possible, » a déclaré Frank Masterson, un gestionnaire de ressources de capacité de Hallmark. « Il était important pour nous de trouver un article authentique à vendre, pour non seulement redonner de l'argent provenant de nos autres articles mais aussi pour aider au développement économique. »

Le centre d'Afrique australe a récemment commencé à travailler avec une entreprise de conception et de fabrication de meubles contemporains basée au Botswana afin d'exporter sa nouvelle gamme de meubles sur le marché Nord-américain. L'entreprise a fabriqué du mobilier pour le secteur industriel et le marché des détaillants nationaux dans la région depuis 1995 mais réussir à pénétrer les marchés de l'exportation non africains est un nouvel accomplissement. Le centre a coparrainé la présentation par l'entreprise de sa nouvelle collection à la foire internationale du meuble contemporain à New York en 2007. La collection a été reconnue par *Newsweek*, *le New York Times*, *Elle Décor*, *New York's City Magazine* et *le Toronto Star*, et a culminé avec un accord avec le détaillant de meubles de qualité supérieure Design Within Reach d'approvisionner un modèle de sa chaise dans plus de 70 studios à travers les États-Unis et pour la vente en ligne.

Dans le Swaziland, deux entreprises soutenues par le centre ont augmenté de façon significative leurs exportations de produits agricoles transformés sur les États-Unis. Une des entreprises a accru sa capacité de production de plus de 17 pourcent et a créé plus de 200 emplois nouveaux. L'autre a triplé sa production et a embauché plus de 200 nouveaux employés. Ces entreprises achètent le plus gros de leurs fruits auprès des producteurs locaux et importent la différence du Mozambique et de l'Afrique du Sud, créant ainsi des emplois supplémentaires et assurant une expansion régionale dans le secteur agricole.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE MISSIONS BILATÉRALES CHOISIES

Alors que les missions régionales ont eu des réussites pour l'ensemble des pays, les programmes bilatéraux de l'AGCI réalisent de grands progrès au niveau du renforcement du développement des entreprises au sein de chacun de ces pays. Par exemple, l'USAID/**Éthiopie** a utilisé le financement de l'AGCI pour soutenir un programme novateur avec un fort taux de réussite, AGOA+, pour promouvoir les performances en matière d'exportation en améliorant la capacité des entreprises nationales à tirer parti des possibilités offertes by l'AGO. AGOA+ a contribué à l'accroissement des exportations de l'Éthiopie et a fourni un soutien vital aux entreprises prêtes à exporter ayant réalisé des ventes dans le cadre de l'AGO. Plus de 50 petites et moyennes entreprises ont été formées aux conditions d'exportation de base et aux possibilités d'échanges commerciaux dans le cadre de l'AGO, ce qui a intégré encore davantage les conditions d'accès au marché AGOA dans la communauté des affaires. Les résultats de l'AGO+ pour l'exercice 2007 comprennent :

- Le total des exportations éthiopiennes est passé de 61 millions de dollars en 2005 à 88 millions de dollars en 2007, soit un accroissement de 30 pourcent. Les exportations dans le cadre de l'AGO ont augmenté de 20 pourcent de 2006 à 2007 soit de presque 9 millions de dollars ;
- Treize entreprises éthiopiennes, de textile, d'habillement et de fleurs ont participé au premier salon commercial du textile et de l'habillement MAGIC à Las Vegas et au salon mondial des fleurs avec le soutien de l'AGO+, établissant ainsi l'Éthiopie comme un acteur dans ces secteurs, et créant des relations qui sont censées résulter en des ventes ; et
- Les déplacements d'approvisionnement de 10 principaux acheteurs américains dans les secteurs du textile, de l'habillement et de l'artisanat ont été facilités et se sont traduits par des achats se chiffrant à 250.000 dollars début 2007, auprès de 10 entreprises éthiopiennes dont la majorité sont détenues par des femmes.

Pour l'exercice 2007, l'assistance de l'AGCI s'est traduite par des résultats similaires concernant la compétitivité à l'exportation des entreprises du **Sénégal** en vue d'accroître leur commerce avec les États-Unis et le reste du monde. En utilisant une démarche de chaîne de valeur, le SAGIC a renforcé les connaissances et les compétences commerciales des entreprises sénégalaises en améliorant leur accès aux nouvelles technologies et aux techniques et outils de gestion commerciale les plus récents. Le SAGIC a également collaboré avec le programme d'amélioration du coton ouest-africain afin d'amplifier ses effets. Les résultats pour l'exercice 2007 comprennent :

- La création de 1715 emplois à plein temps dans les secteurs cibles, dont 436 étaient pourvus par des femmes ;
- L'accroissement des connaissances en stratégies de commercialisation et de production de 1788 personnes ;
- L'amélioration des pratiques de gestion de 437 entreprises, le résultat de l'assistance technique parrainée par le SAGIC ; et
- Le Sénégal a accru ses exportations de 2 millions de dollars pendant l'exercice 2007, tandis que les revenus ont augmenté de 56 pourcent par rapport à 2006, atteignant 760.000 dollars pour les entreprises locales dans les secteurs ciblés d'export non traditionnel.

ACCÈS AU FINANCEMENT

Du fait essentiellement de la disponibilité de l'expertise technique, l'USAID/Washington gère les activités dans le cadre de la composante finance de l'AGCI de concert avec les missions régionales et bilatérales et en partenariat avec les autres services gouvernementaux américains.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE L'USAID/WASHINGTON

L'objectif de la composante financement de l'AGCI consiste à venir à l'appui du commerce en élargissant l'accès au financement. L'accès est mesuré par le niveau de crédit disponible au secteur privé exprimé comme un pourcentage du PNB et par les réductions dans les marges d'intermédiation financière, qui reflètent les améliorations dans l'efficacité et le coût de l'emprunt commercial. Le travail du secteur financier de l'AGCI est réalisé en étroite coordination avec les autres bailleurs de fonds afin d'influencer les effets. Par exemple, l'USAID a activement soutenu et collaboré avec le partenariat Making Finance Work for Africa (finance pour tous en Afrique) au sein du processus du G8, ainsi qu'aux discussions avec les principaux bailleurs de fonds et les responsables africains. L'AGCI a également réussi à promouvoir des partenariats avec des régulateurs gouvernementaux américains, en particulier la Securities and Exchange Commission (SEC) et la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), permettant ainsi des échanges entre homologues et une formation renforçant les régulateurs du secteur financier en Afrique.

La réforme du secteur financier est par nature une entreprise à long terme, mais les activités pour l'exercice 2007 auront des effets durables sur l'efficacité et l'accessibilité des services financiers nationaux dans quatre des six pays ciblés à la fin de l'AGCI, ainsi que sur les structures et institutions financières de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe. Des exemples de réussites pour la composante financement de l'AGCI pour l'exercice 2007 comprennent :

- A permis à la Banco Nacional de Angola d'accéder à un financement extérieur pour le développement d'un bureau de crédit national, en apportant une aide technique américaine à la banque ;
- A achevé une analyse approfondie des options de réformes du secteur financier en Angola, y compris le développement d'un cadre légal et réglementaire pour le crédit-bail qui ouvrira un financement sécurisé ;
- Automatisation de la surveillance des marchés financiers au sein de la National Bank of Rwanda et l'installation d'un programme pour soutenir la capacité de la Central Bank of Nigeria à établir des rapports réglementaires ;
- Lancement en Angola, Rwanda et Afrique du sud d'un travail pour augmenter l'utilisation de l'immobilier comme bien offert en garantie de financement, ce qui augmentera la capacité des emprunteurs à accéder au financement ;
- Établissement à travers l'USAID/Afrique de l'Ouest d'un programme de développement d'un cadre commun, légal et réglementaire de système bancaire à distance basé sur le téléphone mobile pour toute la région. Ce programme diminuera le coût des transactions commerciales financières et améliorera la sécurité personnelle des négociants en leur permettant de transférer des fonds par l'intermédiaire de leurs téléphones mobiles plutôt que d'avoir à porter sur eux de larges sommes d'argent liquide. Ceci devrait également ouvrir le marché aux investissements accélérés du secteur privé tout en assurant une discipline du marché appropriée et une protection des consommateurs ;
- La mise en place d'un programme similaire en Afrique de l'Est en partenariat avec la Communauté Est-Africaine (EAC) sous la direction de la Central Bank of Kenya ;
- Envoi sur le terrain d'experts SEC pour conseiller les régulateurs du marché des capitaux sur la manière d'harmoniser les procédures réglementaires et de consolider les échanges régionaux, ce qui a entraîné la décision par l'EAC de s'entendre sur un seul organisme de régulation commun et de se focaliser sur la bourse des valeurs de Nairobi ;

- A permis au FDIC de former des inspecteurs bancaires et s'est engagé avec la South African Reserve Bank à améliorer la capacité de régulation ; et
- S'est engagé avec la fédération internationale des comptables à soutenir un programme régional de formation et de certification des comptables professionnels, ciblant les directeurs financiers des petites et moyennes entreprises.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE MISSIONS BILATÉRALES CHOISIES

Un nombre limité des programmes bilatéraux de l'AGCI s'occupent des contraintes financières. Un exemple d'un tel programme est celui du projet TIPMOZ au Mozambique qui a préparé une étude détaillée du secteur financier examinant les limitations clefs au développement du secteur privé national, en se focalisant principalement sur le coût élevé du crédit et sa faible disponibilité. Définissant les grandes lignes de plus de 60 recommandations pour surmonter ces contraintes, l'étude a créé un plan pour des transformations durables qui peuvent améliorer l'accès au financement au Mozambique. Sur l'avis de l'USAID, le Mozambique a révoqué une régulation particulièrement pesante qui exigeait que tous les échanges commerciaux soient couverts par des lettres de crédit.

INFRASTRUCTURE

Comme pour la composante financement, l'USAID/Washington gère le financement de l'infrastructure dans le cadre de l'AGCI, bien que les programmes soient mis en œuvre dans les trois missions régionales, les centres dans certains cas, et des missions bilatérales USAID choisies. Le financement pour l'infrastructure englobe les sous-secteurs de l'énergie, des transports et de la technologie d'information et de communication.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DE L'USAID/WASHINGTON

L'AGCI assure un soutien analytique, transactionnel et consultatif pour les parties prenantes africaines afin d'améliorer la capacité de régulation et faire progresser l'investissement dans les projets d'infrastructure. Quoique faciliter l'investissement dans les infrastructures puisse être une perspective à long terme, puisque les projets sont souvent mis en place sur plusieurs années, pour l'exercice 2007, la composante infrastructure a déjà permis la réalisation d'un total de 572 millions de dollars en nouveaux investissements dans les secteurs de l'énergie, des technologies d'information et de communication au regard de son objectif final d'obtenir 1 milliard de dollars d'investissement dans les services d'infrastructure.

- Le projet d'assistance technique du PEAC (Pool Énergétique de l'Afrique Centrale) de l'AGCI a levé un total de 547 millions de dollars en services énergétiques modernes.
- Le projet ICT (technologie de communication et d'information) de l'AGCI a levé 15,5 millions de dollars en investissement privé et publics dans plusieurs projets d'infrastructure et de services ICT.
- Les centres en faveur de la compétitivité globale en Afrique ont promu l'investissement de 8,5 millions de dollars dans des infrastructures de transport et 500.000 dollars pour financer le fonctionnement d'importantes organisations régionales de transport.

Pour l'exercice 2007, le **projet d'assistance technique du Pool Énergétique d'Afrique centrale (PEAC)** s'est focalisé sur quatre activités destinées à créer un marché régional viable qui intéressera les investisseurs et fournira une énergie accrue au delà des frontières nationales. Les efforts combinés des projets du PEAC pour encourager les réformes au niveau des institutions énergétiques régionales et pour développer un pool énergétique viable ont résulté en un investissement de 547 millions de dollars de la part de la Banque Mondiale au gouvernement de la République Démocratique du Congo afin de construire les infrastructures nécessaires.

Les principales activités incluent l'achèvement d'un plan et d'une chronologie dont la mise en œuvre pour le développement d'un marché régional centre-africain de l'électricité a été acceptée par le PEAC. L'assistance de l'AGCI a servi à préparer un Code électrique régional révisé pour la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui établit les principes de la protection des investissements de capitaux privés dans le système électrique régional et consolide la création et la gestion d'un marché régional intégré de l'électricité dans la région de la CEEAC. L'étape suivante consiste à faire accepter ce code, minutieusement examiné par les parties prenantes lors d'ateliers de travail au Cameroun et au Tchad, par le conseil des présidents de la CEEAC.

En tant que partie intégrante des efforts de renforcement des capacités, l'USAID aide le PEAC à établir un système informatisé de gestion, comptabilité et d'information qui améliorera l'efficacité du pool énergétique. L'assistance de l'AGCI a également contribué à améliorer le système de gouvernance du PEAC ainsi que sa structure organisationnelle, comme en témoigne la préparation de deux documents de base : les protocoles d'entente intergouvernemental et interservices publics. En réponse à une requête du conseil des ministres, le corps dirigeant supérieur du PEAC, ces documents simplifieront, rationaliseront et amélioreront la structure organisationnelle et la gouvernance.

Finalement, des études de contexte et de faisabilité pour le projet PEAC d'électrification transfrontière depuis l'ouest de la République Démocratique du Congo en Angola commenceront prochainement.

L'USAID entreprend plusieurs autres activités visant l'expansion des services d'infrastructures et à attirer les investissements dans le marché énergétique de l'Afrique subsaharienne. À travers l'AGCI, l'USAID soutient actuellement le gouvernement du Botswana dans ses négociations finales avec un développeur privé pour faciliter la construction d'une centrale électrique de 2400 mégawatts qui pourrait résulter en 3,5 milliards de dollars d'investissement nouveaux.

En se servant des fonds de l'AGCI, l'USAID a fourni des bourses à l'**Agence américaine pour le commerce et le développement** (TDA) pour deux projets d'assistance technique conçus pour améliorer la capacité institutionnelle des organismes de régulation pendant l'exercice 2007. En Namibie, le travail a commencé en 2007 pour consolider la capacité du Conseil namibien de contrôle de l'électricité à examiner efficacement les demandes de licences des producteurs indépendants et à surveiller leurs performances. Cette assistance a ouvert la voie à de nouveaux investissements dans le secteur namibien de l'énergie. Au Malawi, TDA soutient le Département de l'aviation civile du Malawi dans ses efforts d'amélioration de sa capacité à attirer et réguler une participation privée dans le secteur du transport aérien. Les efforts du TDA incluent un travail d'évaluation des besoins institutionnels afin de convertir le département en une agence autonome, d'amélioration des procédures de certification, de sécurité et d'enquêtes sur les accidents et de création d'un cadre stratégique pour la participation du secteur privé dans l'aviation.

En termes d'ICT, l'AGCI cherche à élargir l'accès aux technologies modernes et à lever de nouveaux investissements en Afrique subsaharienne à travers son **projet de Technologies d'Information et de Communications**. L'USAID conseille les fournisseurs de services ICT, facilite les investissements directs par des entreprises internationales d'ICT et améliore la capacité de régulation et de politique afin d'encourager la croissance de ce secteur. Afin de maximiser les effets, le programme ICT cherche à forger des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds, des entreprises privées américaines de technologie et des organisations régionales économiques et de régulation.

Les activités les plus marquantes du programme ICT pour l'exercice 2007 comprennent l'élaboration d'une démarche reproductible, économique, ajustable de surveillance et de déclaration des maladies animales basées sur l'ICT, concentrée sur le suivi des maladies animales importantes sur le plan du commerce international, telles que

la fièvre aphteuse, la fièvre de la vallée du Rift et la grippe aviaire. Au niveau régional, l'AGCI a lancé un programme de renforcement des capacités de politique et de régulation en matière de télécommunication, focalisé notamment sur une adoption au niveau national d'un marché commun ouest-africain des télécommunications et l'harmonisation des procédures légales et réglementaires. Les autres résultats pour l'exercice 2007 comprennent :

- L'AGCI a fourni une assistance technique et des services de planification à un réseau de centres d'ingénierie logicielle situés dans 12 universités dispersées sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, appelé le réseau African Virtual Open Initiatives and Resources (Initiative Virtuelle Africaine Ouverte et les ressources) ou AVOIR. AVOIR et Sun Microsystems ont formalisé leur alliance afin de consolider encore davantage la capacité d'ingénierie logicielle du réseau et de développer son plan commercial et son exécution, levant 3,5 millions de dollars en nouveaux investissements.
- En étroite collaboration avec la CEDEAO et l'Assemblée des Régulateurs de Télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO), les partenaires de l'USAID ont effectué et présenté une analyse détaillée des obstacles et des possibilités en matière d'investissements dans les infrastructures et les services de télécommunications transnationaux en Afrique de l'Ouest, résultant en un investissement de 6 millions de dollars par une entreprise nigériane.
- L'USAID a parrainé une session de stratégie qui a réuni des entreprises régionales et internationales de télécommunications et d'ICT avec les ministres des télécommunications de l'Ouganda, du Kenya, du Rwanda et de la Tanzanie afin d'examiner des stratégies viables de financement, construction et d'exploitation de stations terrestres d'arrivée de câble sous-marin et de réseaux de transmission régionale pour les télécommunications. Les 300 premiers kilomètres du réseau représentent un investissement de 6 millions de dollars.

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES MISSIONS RÉGIONALES ET DES CENTRES

Les fonds de l'USAID/Afrique de l'Est et de l'USAID/Afrique de l'Ouest ont servi à financer des conseillers techniques qui ont fourni un soutien institutionnel crucial de renforcement des capacités et de politique aux Pools énergétiques d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est. Les missions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe soutiennent les initiatives de transport régional visant à accélérer et faciliter le transport des biens et des services à travers les frontières internationales.

L'USAID travaille avec la Banque de Développement Africaine au cofinancement d'études cruciales de l'impact environnemental à l'appui d'investissements potentiels qui connecteraient le réseau électrique du Ghana au Burkina Faso et au Mali. En Afrique australe, l'USAID apporte une assistance technique connexe à l'énergie à l'association des régulateurs d'énergie de l'Afrique Australe, facilitant l'harmonisation des politiques, de la législation, des normes et des pratiques de régulation et créant une plateforme pour une coopération efficace entre les régulateurs de l'énergie au sein de la région de la SADC. En outre, l'USAID a soutenu l'élaboration et la signature d'un accord cadre sur la centrale thermique au charbon de Moatize pour le gouvernement du Mozambique et un producteur d'énergie indépendant américain. L'assistance des centres a également contribué à la signature d'un accord entre les autorités du Mozambique et un développeur privé de la centrale hydroélectrique de Mpanda Nkuwa.

Les centres en faveur de la compétitivité globale ont utilisé les fonds de l'AGCI pour continuer à travailler à l'amélioration des infrastructures de transport. Pour l'exercice 2007, le centre de l'Afrique de l'Est s'est focalisé sur la mise en œuvre d'infrastructure procédurale et ICT de support, y compris RADDEx, afin de rendre son système régional de garantie en douane et le poste frontière unifié Kényan-Ougandais complètement opérationnels. Le centre d'Afrique australe a apporté une assistance technique et consultative aux trois organisations régionales de

transport—le comité de gestion du Couloir Trans-Kalahari, la ligne de chemin de fer Trans-Kalahari et Mpumalanga Freight Logistics Forum—afin d'améliorer la coordination régionale et d'éliminer les goulots d'étranglements à la traversée des frontières. Le centre d'Afrique de l'Ouest a concentré ses efforts sur les réformes de l'environnement propice affectant le commerce, y compris maintenir la volonté politique d'éliminer les points de contrôle illicites le long des principaux couloirs commerciaux régionaux. Les autres résultats des centres pour l'exercice 2007 comprennent :

- Le centre de l'Afrique de l'Est a permis de lever 8.5 millions de dollars en provenance d'autres bailleurs de fonds pour le développement des infrastructures liées aux services de transport.
- Le centre de l'Afrique australe a facilité des promesses d'apport de fonds publics s'élevant à plus de 500.000 dollars pour financer le fonctionnement des organismes de transports régionaux, y compris le Secrétariat intérimaire du couloir Trans-Kalahari et le Mpumalanga Freight Logistics Forum.

CONCLUSION

Avec une augmentation budgétaire de 12,5 pourcent s'élevant à 40 millions de dollars pour l'exercice 2008, l'AGCI mettra à profit ses réussites passées et élargira la portée de ses activités. L'USAID s'attend à ce que les premiers investissements dans les réformes pour un environnement propice commenceront à porter leurs fruits dans un nombre croissant de pays dans les domaines de l'amélioration du coût et du temps nécessaires pour faire des affaires et du commerce. À mesure que de plus en plus d'entreprises recevront une assistance technique de l'AGCI dans le développement de l'entreprise, l'USAID prévoit que les exportations de l'Afrique subsaharienne continueront à croître en volume, et se diversifieront en nature et en destinations. Pour l'exercice 2008, les investissements à long terme dans les structures et les institutions de régulation qui déterminent la disponibilité du financement auprès des entrepreneurs africains continueront à accroître l'accès au capital pour le commerce et les investissements. En outre, l'assistance technique spécialisée de l'AGCI consacrée à surmonter les contraintes d'infrastructures est en bonne voie de lever des investissements et d'améliorer la livraison des services.

L'USAID prévoit des améliorations pendant l'exercice 2008 comprenant de nouveaux programmes d'infrastructures qui élimineront les principaux goulots d'étranglements limitant la compétitivité relevant d'un apport énergétique insuffisant. L'USAID/Washington introduira une nouvelle capacité de suivi des performances sur l'ensemble de l'AGCI, permettant aux parties prenantes et aux agents de la mise en œuvre d'analyser rapidement et soigneusement les activités et les résultats. En utilisant de nouveaux outils de gestion des connaissances, l'AGCI aidera les agents de la mise en œuvre à améliorer l'échange d'information en ce qui concerne les leçons acquises et les meilleures pratiques. Enfin, l'AGCI élargira sa coopération à d'autres initiatives du gouvernement américain et aux programmes d'autres bailleurs de fonds en Afrique. L'USAID se réjouit à l'idée de pouvoir continuer à soutenir l'amélioration de la compétitivité commerciale africaine en 2008 en se basant sur ses réussites antérieures.

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20053

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

<http://www.usaid.gov/>

Keyword: AGCI